

**Séance du Conseil général du 10 septembre 2007
à 20h à la salle polyvalente de la Fondation Gentit**

Président : M. Gilles Cattin, Président du Conseil général

Secrétaire : M. Claude Gagnebin, Secrétaire communal

Prise du procès-verbal : Mme Marlyse Jobin, employée communale

1. Appel

Conformément à l'art.18 du règlement du Conseil général, le Président souhaite la bienvenue aux représentants de la presse, au nombreux public, ainsi qu'aux Conseillers et procède à l'appel nominatif des Conseillers généraux.

Mesdames Isabelle Caroli et Dominique Monvert Joliat, ainsi que Monsieur Sébastien Jeanbourquin sont excusés. Messieurs Germain Jobin et Alain Paupe sont absents.

La séance de ce soir est donc déclarée ouverte et valable.

Pour le Conseil communal, Madame Dominique Boillat est excusée.

La présente séance a été convoquée :

- Par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura no 28 du 22 août 2007.
- Par convocation à domicile.
- Par affichage public.

L'ordre du jour est le suivant :

1. Appel
2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 2 juillet 2007
3. Communications
4. Questions orales
5. a) Discuter et approuver la création de 2,56 postes de travail pour le personnel de la structure d'accueil, répartis comme suit :
 - 220% de taux de travail pour le personnel éducatif,
 - 31% pour les tâches de conciergerie et de cuisine, ainsi que
 - 5% pour le travail administratifb) Discuter et approuver les modifications des articles 7, 12 et 26 du règlement communal régissant le statut du personnel de la Commune
6. a) Discuter et approuver un crédit de Fr. 70'800.00 destiné à la réfection de la rue « Route de Biaufond » et à la pose d'un revêtement bitumineux, ainsi que son financement
 - b) Donner au Conseil communal la compétence de consolider le crédit de construction en emprunt ferme

Personne ne souhaitant s'exprimer concernant l'ordre du jour précité, il est considéré comme accepté tacitement.

2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 2 juillet 2007

Monsieur le Président, Gilles Cattin, ouvre la discussion concernant le procès-verbal précité.

Madame Sabine Cattin souhaite non pas effectuer une modification, mais donner une précision pour la question orale no 6. Il est écrit que « Madame Cattin précise que le dépassement a déjà été chiffré à Fr. 100'000.00 que la Commission essaiera de couvrir avec des dons. » Madame Cattin estime qu'elle n'a pas été suffisamment claire et en plus, ce chiffre a été relaté dans la presse. Madame Cattin désire donc apporter une précision à ce sujet. Effectivement, ce dépassement de près de Fr. 100'000.00 se situe au niveau de la construction uniquement. L'investissement actuel est épongé en grande partie par rapport aux modifications faites pour tenir le budget de Fr. 639'000.00 qui est encore dépassé pour environ Fr. 40'000.00. Madame Cattin aimerait bien qu'on prenne note que ce dépassement de presque Fr. 100'000.00 se rapporte à la construction.

Monsieur Daniel Hubleur souhaite revenir à la page 12 du procès-verbal. Il aimerait qu'on corrige la dernière phrase « Monsieur Hubleur précise que cette motion avait pour but de trouver une solution pour diminuer la consommation d'eau potable par rapport à la STEP ». Monsieur Hubleur pense que cette phrase n'est pas tout à fait juste. Monsieur Hubleur propose « cette motion avait pour but de trouver une solution pour dissocier la consommation d'eau potable par rapport au volume d'eau traité à la STEP ».

La précision apportée par Madame Sabine Cattin est simplement prise en compte.

Au vote, les modifications demandées par Monsieur Daniel Hubleur sont acceptées à une majorité évidente.

3. Communications

a) Communication du bureau du Conseil général

Monsieur le Président, Gilles Cattin, donne lecture d'un courrier daté du 24 juillet 2007 qu'il a reçu du Groupe théâtral Les Gremòds concernant la halle de gymnastique.

« Vous n'êtes pas sans savoir que le Groupe théâtral des Bois Les Gremòds œuvre depuis plus de 20 ans, à sa manière, dans l'animation culturelle de notre Commune. Notre société a, ces dernières années, vécu de grands succès, autant sur le plan théâtral que sur la motivation de ses membres. C'est donc une troupe dynamique et passionnée qui vous fait part de son intérêt à éventuellement se transformer en fondation et acquérir pour Fr. 1.00 la halle de gymnastique, afin de gérer et dynamiser ce bâtiment en locaux culturels. Nous sommes donc ouverts à la discussion et l'établissement des statuts de cette future fondation. C'est dans un esprit constructif et motivé que nous attendons de vos nouvelles et que nous vous transmettons, Monsieur le Maire, Mesdames, Messieurs les Conseillers, nos salutations distinguées. ».

b) Communications du Conseil communal

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, communique les renseignements suivants :

Halle de gymnastique : la Commission de la halle se penche déjà, avec le Groupe théâtral, sur les différents travaux à effectuer.

Crèche : suite à une opposition d'un citoyen de la Commune, l'octroi du permis de construire a été retardé. Bien que l'opposition ait été jugée irrecevable par le responsable des permis de construire du Canton, nous avons dû attendre la fin du délai de recours accordé à cette décision.

Nous venons d'obtenir le permis en fin de semaine passée. Pour ces raisons, nous reportons de deux mois l'ouverture de la crèche et espérons pouvoir la mettre en service début mai 2008.

Transports scolaires : dans notre Commune, deux bus sont nécessaires pour le transport de nos enfants. Alors, avant de vouloir acheter un nouvel engin, nous nous sommes approchés de la société du Noctambus avec qui nous avons trouvé un accord de bail de location pour leur véhicule à Fr. 360.00 par semaine où nous utilisons le bus. Cette variante est plus intéressante que l'achat d'un nouveau bus qui ne roulerait que 7'000 km par année.

Transporteurs scolaires : dans l'urgence, étant donné que seule une personne a accepté nos conditions de travail comme transporteur scolaire après nos mises en postulation, nous avons dû, dans l'urgence, faire appel à notre employé communal, Monsieur Marcel Barthoulot, pour conduire un des deux bus. La deuxième personne engagée pour la rentrée a dû, après une semaine déjà, être congédiée pour manque de confiance et incapacité à être autonome dans sa fonction. Nous avons fait appel à Madame Reinhard Patricia du Bois-Banal qui avait déjà postulé antérieurement pour effectuer des transports. Madame Reinhard a accepté nos conditions et nous venons de signer le contrat pour une année avec elle.

Conciergerie : l'engagement de Monsieur Barthoulot comme transporteur scolaire nous a contraints de lui retirer tous les travaux de conciergerie. Ces travaux de nettoyage de la halle de gymnastique, de l'établissement de la Fondation-Gentit et des toilettes de la gare ont été provisoirement confiés à Madame Lopes Baptista Gina. Cette situation d'urgence n'est, espérons-le, que provisoire, le temps pour nous de trouver une entreprise en possession d'une licence qui serait d'accord de faire nos transports scolaires. À l'heure actuelle, diverses démarches ont été faites auprès des CJ qui étudient notre proposition. Notre situation actuelle ne peut pas durer à long terme, car nous perdons trop de subventions cantonales avec des transports non reconnus par le Canton comme transports professionnels.

Travaux : nous avons accepté un crédit de Fr. 21'211.00 pour la réfection du parc sur l'abri de protection civile. Un tapis bitumineux filtrant sera posé ces prochaines semaines.

Un deuxième crédit de Fr. 9'226.00 est nécessaire pour la remise en état de la route de La Petite Côte. Ces travaux viennent d'être octroyés.

Un troisième crédit de Fr. 20'898.00 a été accepté pour la réalisation du trottoir menant à la crèche à la rue du Doubs.

Ventes de parcelles : deux ventes de parcelles ont été signées, une avec la famille Lesquereux, l'autre avec le Groupe Franck Muller le 10 juillet dernier.

Les Prés-Derrière : le décompte final de la réalisation de la conduite des Prés-Derrière se monte à Fr. 1'179'106.00 avec un dépassement de Fr. 39'000.00 par rapport aux devis fournis en 2004, mais bien en dessous du crédit voté en juin de cette même année pour Fr. 1'672'000.00. Les dons reçus de la Patenschaft et de l'association d'aide suisse aux montagnards s'élèvent à Fr. 130'000.00. Il reste à charge de la Commune, TVA déduite, une somme de Fr. 61'814.90.

Déchetterie : nous venons d'obtenir du Canton un permis pour déposer les containers du gazon et des branchages à la STEP de la Broche. Nous étudierons les différentes heures d'ouverture de la déchetterie pour le printemps 2008. Comme nous sommes actuellement en fin de saison pour la tonte du gazon, nous ne changerons rien concernant l'organisation et les heures d'ouverture pour cette année. La Commune remercie d'ores et déjà les deux étudiants surveillants qui ont donné entière satisfaction.

Jumelage avec la Commune de Charvensod : lors d'un dernier Conseil général, nous vous avons communiqué l'intérêt de notre exécutif de jumeler avec une Commune francophone du Val d'Aoste. Pour discuter de l'éventuelle création d'une charte entre les deux Communes, nous avons invité les représentants des autorités de Charvensod pour le week-end du Marché-

Concours, afin de mieux se connaître et partager nos points communs. Il en est ressorti un grand intérêt des deux Communes de continuer dans la voie d'un jumelage officiel. Nous tiendrons naturellement la population et les diverses associations au courant des futures démarches, afin que toutes les personnes intéressées puissent profiter de cette opportunité de partager notre vie culturelle avec des ressortissants d'une autre région. Nous espérons signer la charte qui sera bientôt présentée au Conseil général en automne 2008.

4. Questions orales

1) Monsieur Gabriel Bilat

Monsieur Bilat souhaite savoir ce qu'il en est des travaux d'entretien de la route menant du Bois-Français au Peuchapatte. Actuellement, cette route est dangereuse lors de croisements, car les accotements sont profondément ravinés, d'où risque d'accident.

Monsieur Jean-Marc Boichat signale qu'en date du 8 août dernier, le Conseil communal a écrit au Service des Ponts et Chaussées. Il y a dix jours, Monsieur Boichat a eu un entretien téléphonique avec Monsieur Seuret. Suite à cette discussion, Messieurs Seuret et Erard sont venus sur place pour constater les dégâts. Selon l'entretien téléphonique de Monsieur Seuret de c et après-midi, les travaux de réparation devraient être effectués ces prochains jours.

Monsieur Bilat est satisfait.

2) Monsieur Yann Chappatte

Monsieur Chappatte souhaite revenir sur un thème important pour la suite du développement de la Commune relatif aux différents plans d'aménagements locaux et la révision partielle qui concerne les zones hameaux. Monsieur Chappatte désire savoir où en sont les démarches au niveau cantonal et communal pour ces deux révisions. Il aimerait également connaître l'échéancier provisoire qu'on peut espérer pour pouvoir enfin développer cette nouvelle zone de construction tant attendue par la population.

Madame Marianne Guillaume signale que, concernant le plan d'aménagement partiel, elle avait effectivement dit aux Conseillers généraux que nous avions du retard par rapport au personnel du bureau RWB. Maintenant, le rapport définitif est au Service de l'aménagement du territoire et passe dans les différents services pour approbation. La réponse devait nous être communiquée fin août, mais nous ne l'avons pas encore reçue. Concernant la révision totale, Monsieur Studer du Bureau Eschmann a dû attendre que tout soit mis sur informatique par le Bureau RWB. Dans la conception directrice, nous avons mis deux variantes par rapport à l'extension de la zone à bâtir, car nous avons eu quelques soucis concernant des parcelles qu'il fallait inclure dans la conception. La semaine prochaine, le Conseil communal donnera son préavis concernant ces deux variantes. Ensuite, le Bureau Eschmann va envoyer son rapport intermédiaire au Service de l'aménagement du territoire. Nous avons fixé une séance d'information pour la population au 13 novembre 2007. Un tous-ménages sera envoyé une quinzaine de jours avant, afin que les gens soient informés. Concernant la révision totale, par rapport au calendrier, nous sommes encore dans les délais qui étaient prévus pour fin 2008. La zone hameau a pris beaucoup de retard.

Monsieur Chappatte est satisfait.

3) Monsieur Anthony Berger

Monsieur Berger souhaite intervenir au sujet de la route cantonale à la hauteur du Bois-Français. La vitesse est actuellement limitée à 80 km/h. Etant donné que, régulièrement, écoliers et promeneurs doivent traverser cette route, Monsieur Berger demande s'il est possible de sécuriser

ce passage d'une manière ou d'une autre, comme cela a été fait par exemple vers le pont de Muriaux avec une réduction de vitesse et un passage pour piétons.

Monsieur Jean-Marc Boichat signale que, selon la législation cantonale, voire fédérale, il n'est pas possible de mettre des passages pour piétons en zone de 80 km/h. Une exception a été faite pour le passage du Golf Club. Si on reculait le 60 km/h, on pourrait faire un passage pour piétons, mais c'est de la compétence du Canton. Monsieur Boichat a déjà fait une demande orale à Monsieur Seuret qui doit intervenir auprès de son Service pour étudier la faisabilité de notre souhait. Le Canton n'est pas très favorable à la création d'un passage pour piétons en zone 80 km/h, ni à la réduction de vitesse à 60 km/h. Cette affaire est donc à suivre.

Monsieur Berger est satisfait.

4) Monsieur Denis Mertenat

Sa question a déjà été posée.

5) Monsieur Gabriel Bilat

Monsieur le Maire a déjà répondu à la question que Monsieur Bilat voulait poser lors des communications.

5. a) Discuter et approuver la création de 2,56 postes de travail pour le personnel de la structure d'accueil, répartis comme suit :

- 220% de taux de travail pour le personnel éducatif,
- 31% pour les tâches de conciergerie et de cuisine, ainsi que
- 5% pour le travail administratif

b) Discuter et approuver les modifications des articles 7, 12 et 26 du règlement communal régissant le statut du personnel de la Commune

a) Discuter et approuver la création de 2,56 postes de travail pour le personnel de la structure d'accueil

Pour le débat d'entrée en matière, Madame Sabine Cattin rappelle que le projet de réalisation d'une structure d'accueil pour la petite enfance aux Bois a été accepté par le Conseil général lors de sa séance du 30 mai 2005 et reconnu d'utilité publique par le Département de la Santé et des Affaires sociales fin 2006. Avec le permis de construire délivré tout récemment, Madame Cattin croit qu'on peut envisager enfin la crèche des Bois non plus comme un rêve, mais comme un projet qui prend forme. L'ouverture étant prévue en mai 2008, nous devons songer maintenant au personnel à engager pour le fonctionnement optimal de la structure. Madame Cattin demande l'acceptation de l'entrée en matière.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée.

Pour le débat de fond, Madame Sabine Cattin signale que le taux d'encadrement en personnel éducatif est fixé par le Département de la Santé et des Affaires sociales du Canton. Il est déterminé en fonction

- de la capacité d'accueil de l'institution par catégorie d'enfants
- d'un temps de travail de huit heures par jour
- d'une pondération qui permet de prendre en compte un certain temps d'ouverture supérieur
- des vacances et des remplacements du personnel malade

- d'un maximum de présence de huit heures auprès des enfants et d'un temps de préparation correspondant à 5% d'un poste complet, ainsi que deux heures de colloques hebdomadaires.

Après un savant calcul, on peut déterminer que notre institution, qui offrira dix places d'accueil pour les enfants, aura besoin de deux postes complets de travail éducatif ; à cela s'ajoute 20% de taux de travail pour la direction. Il est prévu que ce taux de 220% soit réparti entre trois postes de travail qui feront l'objet d'une publication officielle. Le poste administratif de 5%, environ deux heures par semaine, sera assuré par le Secrétariat communal. Il concerne principalement le secteur financier de la structure d'accueil, le reste étant du ressort de la direction. Le taux de postes de travail du personnel de maison a été fixé selon les dispositions et l'expérience des structures existantes, en collaboration avec le Service de l'Action sociale. Le Conseil communal étudiera la nécessité d'engager du personnel de cuisine à 25% et de conciergerie à 6% ou de compléter le temps de travail du personnel communal existant. Le Conseil communal demande aux Conseillers généraux d'accepter la création de ces 2,56 postes de travail pour le personnel de la structure d'accueil.

Monsieur Gabriel Bilat aimerait connaître le coût supplémentaire engendré par ces postes de travail pour la Commune.

Madame Sabine Cattin signale que ces coûts ont été pris en compte dans le budget de fonctionnement soumis lors de la présentation du projet. De toute façon, ces montants sont admis dans la répartition des charges. Cela représente environ Fr. 176'500.00.

Monsieur Marcel Barthoulot demande si tous les parents qui placeront des enfants paieront quelque chose.

Madame Sabine Cattin répond affirmativement. Les parents paieront en fonction de leur imposition sur la base d'un tarif cantonal.

Monsieur Marcel Barthoulot aimerait savoir, sur les dix places d'accueil, quel est le nombre d'enfants prévu par catégorie d'âge.

Madame Sabine Cattin précise que cela sera très malléable. Les chiffres mentionnés dans le rapport de 2005 ont été modifiés, puisqu'à l'époque la demande avait été faite pour l'accueil de quinze enfants. Actuellement, quatre places sont prévues pour les enfants de moins de deux ans, quatre places également pour les enfants de deux à quatre ans et deux places pour les plus de quatre ans. Ces chiffres sont modulables, ils ont été avancés pour calculer le taux de personnel éducatif nécessaire.

Monsieur Daniel Hubleur rappelle que, lorsque nous avons discuté de ce projet, il en était ressorti une certaine volonté de travailler en collaboration avec la Commune des Breuleux, voire celle du Noirmont. On ne retrouve rien à ce sujet dans le message remis pour la crèche. Monsieur Hubleur demande s'il est possible d'avoir cette volonté par la suite et de pouvoir travailler avec ces autres institutions, ceci dans un but, par exemple, de complémentarité en cas de maladie ou autre. Dans ce cadre-là, il serait bon d'intervenir d'entrée lors de l'engagement du personnel pour signaler qu'il y aurait cette possibilité. Monsieur Hubleur demande si cela a été prévu.

Madame Sabine Cattin signale que cela a été prévu. C'était également une volonté du Service de l'Action sociale. Les démarches avec la Commune des Breuleux ont été faites. Toutefois, le dossier de la crèche des Breuleux a malheureusement pris du retard en raison de problèmes liés aux procédures de construction. De ce fait, la Commune des Breuleux doit revoir son projet. L'idée de collaboration, notamment au niveau d'une direction commune, est envisagée. En ce qui concerne les remplacements en cas de maladie, Madame Cattin ne pense pas que cela sera réalisable.

Monsieur Daniel Hubleur aimerait connaître le pourcentage du poste de direction.

Madame Sabine Cattin rappelle, comme elle l'a dit précédemment, que le poste de direction représente 20%. Cela a été déterminé par le Service de l'Action sociale pour une crèche de cette ampleur.

Monsieur Daniel Hubleur souhaite intervenir concernant les classes de traitements. Pour les autres postes communaux, plusieurs classes sont mentionnées pour chaque poste, afin de permettre une évolution à long terme sur les salaires. Monsieur Hubleur demande si nous ne pourrions pas procéder de même pour la crèche, afin d'avoir plus de classes à disposition.

Madame Sabine Cattin a une proposition à soumettre à ce sujet sous le point 5 b.

Monsieur Marcel Barthoulot aimerait savoir si les heures d'ouverture et de fermeture de la crèche ont déjà été fixées.

Madame Sabine Cattin précise qu'il est prévu un encadrement de 6h30 à 18h30.

Au vote, le point 5 a) est accepté à une majorité évidente.

b) Discuter et approuver les modifications des articles 7, 12 et 26 du règlement communal régissant le statut du personnel de la Commune

Pour le débat d'entrée en matière, Madame Sabine Cattin n'a rien à signaler.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée tacitement.

Pour le débat de fond, Madame Sabine Cattin n'a pas de développement particulier à apporter au rapport que les Conseillers généraux ont reçu. Elle propose cependant un complément à l'article 26. Les classes de traitements mentionnées dans le rapport du Conseil communal pour les nouvelles fonctions sont proposées par l'administration cantonale. Elles ont été mises dans des classes uniques. Celles-ci font figure de classes maximales admises par les services compétents pour la répartition des charges. Suite à la demande de Conseillers généraux et après étude des possibilités, il est apparu évident de proposer un classement pour ces nouvelles fonctions qui soit évolutif. Les classes proposées sont les suivantes :

pour le directeur/la directrice de la structure d'accueil :	la classe 9 à 11
pour l'éducateur/éducatrice diplômé(e) :	la classe 6 à 8
pour le cuisinier/la cuisinière :	la classe 3 à 4

Ces classes ne tombent pas du ciel, elles ont été prises dans les documents pour les fonctionnaires cantonaux. Le Conseil communal recommande l'approbation des modifications des articles 7 et 12, ainsi que celles apportées à l'article 26 avec le complément de ce soir, c'est-à-dire, un classement évolutif aussi pour les nouvelles fonctions communales.

Monsieur Francis Sauser ne travaillant pas à la Commune ou au Canton, il ne sait pas à quels chiffres correspondent ces classes. Il aimerait donc savoir quels salaires cela représente.

Madame Sabine Cattin signale qu'elle n'a pas l'échelle des salaires sous les yeux. Toutefois, par rapport au plan financier fait à l'époque, la classe 11 pour un poste à plein temps représente une charge annuelle de Fr. 71'800.00 maximum avec treize salaires. Pour la classe 8, la charge annuelle est de Fr. 62'770 maximum.

Au vote, le point 5 b) comprenant le complément relatif aux classes de traitements est accepté à une majorité évidente.

- | |
|--|
| 6. a) Discuter et approuver un crédit de Fr. 70'800.00 destiné à la réfection de la rue « Route de Biaufond » et à la pose d'un revêtement bitumineux, ainsi que son financement
b) Donner au Conseil communal la compétence de consolider le crédit de construction en emprunt ferme |
|--|

a) Discuter et approuver un crédit de Fr. 70'800.00 destiné à la réfection de la rue « Route de Biaufond » et à la pose d'un revêtement bitumineux, ainsi que son financement

Pour l'entrée en matière, Monsieur Jean-Marc Boichat signale que, depuis sa construction en 1980, la rue Route de Biaufond n'a jamais été terminée par la pose d'une couche de bitumeux et cette route est maintenant dans un piteux état. Elle est dangereuse en toute saison, mais surtout en hiver, puisque les entreprises de déneigement ont des difficultés à déneiger correctement ce secteur : elles doivent lever leur triangle à tout moment et, plusieurs fois, elles ont enlevé les couvercles des dépotoirs, les traînant jusqu'à l'usine Zürcher Frères SA. Le Conseil communal a réfléchi longuement à ce problème et aux travaux à exécuter. La première solution coûte environ Fr. 600'000.00. Elle consiste à refaire tout le quartier avec la pose de tuyaux en séparatif pour les eaux usées. Cela concerne la rue Route de Biaufond, la Rue du Doubs, l'Impasse de l'Escalier et le Plane Percé. Le Conseil communal a estimé que c'était trop cher pour les finances communales, la pose de tuyaux séparatifs étant recommandée, mais pas obligatoire. La deuxième solution coûte environ Fr. 274'000.00 + Fr. 70'000.00 pour le bitumeux. Il s'agit de la pose en séparatif des mêmes tuyaux pour les eaux usées, seulement sur la rue Route de Biaufond, avec un financement sur le compte des eaux. Cela entraînerait une augmentation de 30 centimes par m³ d'eau. La population serait-elle d'accord de repasser à la caisse ? La troisième solution est celle qui a été retenue à l'unanimité par le Conseil communal. Il s'agit de la réfection de la rue Route de Biaufond avec un revêtement bitumineux à froid pour un montant de Fr. 70'740.85, au lieu d'un bitumineux à chaud traditionnel pour un montant de Fr. 125'000.00. Monsieur Boichat relève que ce prix de Fr. 70'740.85 est celui de l'offre de 2006, sans augmentation pour 2007. En cas de refus de la part du Conseil général, des travaux d'urgence de l'ordre de Fr. 15'000.00 à Fr. 20'000.00 devront être exécutés avant l'hiver.

Monsieur Yann Chappatte a bien pris note des commentaires faits par Monsieur Boichat. La nécessité d'intervenir sur cette rue, personne ne la conteste. Par contre, ce qui dérange terriblement Monsieur Chappatte, c'est qu'on fasse des travaux aujourd'hui pour Fr. 71'000.00 et qu'on n'arrive pas à remédier à l'ensemble des travaux qui devraient être exécutés, puisque tôt ou tard, tout dépend de la législation, il faudra intervenir et avoir un séparatif nécessaire pour les eaux usées et les eaux de pluie. Monsieur Chappatte trouve dommage qu'on dépense aujourd'hui Fr. 72'000.00 pour ne pas répondre à un besoin, car on risque de se retrouver dans une situation dans peut-être cinq ou sept ans, où nous devons refaire l'ensemble du réseau communal. Pour cette raison, Monsieur Chappatte est défavorable à ce crédit et fait la proposition d'accepter un crédit de Fr. 274'000.00 qui prendrait en compte la réparation de cette route et la pose de tuyaux séparatifs, tout en sachant que cela aura des incidences sur le prix de l'eau usée. Cela n'est que la suite logique des investissements décidés par le passé et que nous sommes appelés à faire.

Monsieur Marcel Barthoulot est tout à fait d'accord avec la prise de position faite par Monsieur Chappatte. Toutefois, cela engendre une répercussion sur le prix de l'eau de 30 centimes. Le Conseil général a revu, lors de sa précédente séance, la question du règlement et du prix de l'eau. Aujourd'hui, il est clair qu'en effectuant un séparatif, on a un surcoût. Sommes-nous d'accord de dépenser Fr. 280'000.00 et d'augmenter l'eau de 30 centimes ? Monsieur Barthoulot veut éviter qu'on revienne dans une prochaine réunion du Conseil général pour dire qu'il faut baisser le prix

de l'eau. Monsieur Barthoulot estime qu'il s'agit d'un gros problème à ce niveau-là. Il pense que la Municipalité a peut-être d'autres priorités, on le voit ce soir avec la crèche ou les plans de zones. Monsieur Barthoulot estime donc que ce système séparatif n'est pas une grande priorité, même s'il est vrai que, le jour où on fait quelque chose, il faut le faire dans les règles de l'art.

Monsieur Daniel Hubleur estime qu'il ne faut pas tout mélanger. La dernière fois que le Conseil général a eu un débat avec l'eau, il ne s'agissait pas de dire que nous sommes là pour refuser une augmentation du prix de l'eau ou trouver des solutions pour le diminuer. Il y a eu plusieurs éléments dans la discussion, Monsieur Hubleur les rappelle, il s'agit de dissocier l'aspect de l'eau potable, d'augmenter au maximum la consommation d'eau potable pour faire fonctionner la STEP, c'était un peu une tendance, et, surtout, par rapport aux assurances et aux connexions des privés sur le réseau d'eau qui peuvent être remboursés en cas de fuites. Là, il y a des économies à faire. Nous sommes ici face à un investissement conséquent, il est vrai, mais Monsieur Hubleur rappelle que les privés ont dû se connecter à la STEP et ont bien dû, eux, faire la séparation de l'eau de toit. Monsieur Hubleur voit mal que la Commune réalise maintenant des travaux et dise qu'elle ne peut pas exécuter un système séparatif, qu'elle n'a pas le temps, que ce n'est pas le moment, etc. Monsieur Hubleur a un peu de peine dans ce débat et il pense que, malgré la dépense, on se doit de faire quelque chose d'en ordre qui ne nécessitera pas qu'on doive recreuser dans cette route à l'avenir. Il est vrai qu'il s'agit d'un montant conséquent, mais Monsieur Hubleur a de la peine de décider de mettre un tapis sur une route, alors qu'on sait qu'on devra un jour ou l'autre recreuser parce que ce n'est pas en ordre. Monsieur Hubleur est assez pour la proposition de Monsieur Chappatte, afin d'éviter de refuser l'entrée en matière et essayer de réaliser tout de même quelque chose de définitif.

Monsieur Jean-Pierre Bouille rappelle que nous avons vu que le plan de zones allait probablement partir de ce côté-là. Monsieur Bouille pense qu'on pourrait tout à fait suivre le Conseil communal dans sa proposition et intégrer ce séparatif au moment où il y aura les nouveaux quartiers et les nouveaux développements. Monsieur Bouille pense que nous aurons maintenant une crèche, bientôt une halle. La crèche coûtera Fr. 200'000.00 par année au minimum, il faut également tenir compte de la nouvelle halle et de la fondation pour au moins Fr. 100'000.00 par année. On peut continuer de dépenser, mais Monsieur Bouille estime que nous prenons considérablement l'ascenseur avec les dettes. Il pense qu'à un moment donné, il faut être responsable ; ce n'est pas le tout de dire « il faudrait ». C'est vrai que ça serait l'idéal, mais il faudrait aussi être responsable des dépenses qu'on fait pour le futur. Monsieur Bouille pense qu'on ne peut pas impunément toujours vouloir mieux et plus. A un moment donné, il faut faire comme dans un ménage, faire avec ce que l'on a et la grande philosophie est : si on ne peut pas avoir ce que l'on aime, il faut aimer ce que l'on a !

Monsieur Yann Chappatte aimerait revenir sur le différentiel de coûts. On dit Fr. 270'000.00, cela représente un différentiel de coûts de Fr. 200'000.00 pour réaliser cette partie. Monsieur Chappatte répète qu'il faut bien faire la distinction entre ces travaux dont une part est liée à la STEP qui est un compte de fonctionnement géré par lui-même et qui n'est pas lié au ménage communal et dont l'autre part concerne l'entretien des routes qui est lui lié aux comptes communaux. Cela dérange Monsieur Chappatte si on ne le fait pas, car on ne sait pas ce que va devenir demain cette future zone qui peut arriver très prochainement. Il pourrait arriver qu'effectivement, après, on soit bloqué et qu'on ne puisse pas amener, à la STEP, correctement l'eau, avoir des problèmes et recreuser. Si dans trois ans, on recreuse et on dit à la population qu'on vient de dépenser Fr. 70'000.00 pour refaire une route, mais qu'on doit recreuser et mettre des séparatifs, Monsieur Chappatte sera mal à l'aise de dire qu'on a voté un crédit de Fr. 70'000.00 pour le jeter à la poubelle. Si on considère que la route dure trente ans, cela

représente Fr. 2'333.00 par année. Si elle ne tient que cinq ans, on aura jeté à la poubelle Fr. 59'000.00. Cela dérange terriblement Monsieur Chappatte de jeter cet argent à la poubelle, alors qu'on sait pertinemment qu'on ne se met pas en règle avec les tendances écologiques qui arriveront, c'est certain, et avec les directives, puisque la Commune qui définit les règlements a contraint les citoyens de faire quelque chose qu'elle n'est pas en mesure de respecter. Monsieur Chappatte trouve que c'est la logique même de faire quelque chose correctement dès le départ, surtout qu'on le sait. Monsieur Chappatte maintient donc sa proposition.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, aimerait tout de même intervenir. On parle de chiffres qui ne sont, pour lui, pas du tout logiques. Monsieur Boichat parle de Fr. 270'000.00. Pour la STEP, lorsque Monsieur Kurz avait demandé un devis au bureau d'ingénieurs Jobin il y a trois ans, le chiffre de Fr. 480'000.00 avait été donné. Cela allait même jusqu'à Fr. 600'000.00. Avant de prendre une décision, Monsieur Kurz estime que nous devrions être en possession d'un chiffre exact. Monsieur le Maire pense que si nous voulons continuer dans ce débat, il faut être en possession de devis, afin qu'on soit en possession de chiffres.

Monsieur Gabriel Bilat aimerait tout de même rappeler que c'est le Conseil communal qui propose ces chiffres. Il faut que les membres du Conseil communal s'entendent déjà entre eux. Ce n'est pas le tout de désavouer son Conseiller communal, si le Conseil communal a apporté des chiffres, ils ont certainement été rapportés à l'ensemble des membres du Conseil communal et étudiés. Monsieur Bilat estime que, si ces travaux ont une durée de vie de vingt ans, on peut prendre le risque d'attendre vingt ans et faire ces séparatifs à ce moment-là, lorsque le nouveau quartier sera fait. Cela ne représente pas une trop grande dépense pour vingt ans.

Monsieur Daniel Hubleur désire savoir si on peut être sûr des montants avancés par Monsieur Boichat.

Monsieur Jean-Marc Boichat signale qu'il a regardé au bureau communal encore cet après-midi, si ces chiffres étaient corrects. Effectivement, pour la route Rue de Biaufond, il y a pour Fr. 274'000.00 de travaux de génie civil, plus Fr. 70'000.00. Les tuyaux ne sont pas comptés dans ces chiffres.

Monsieur Claude Gagnebin précise que les chiffres de Monsieur Boichat sont corrects et ceux de Monsieur le Maire également. Simplement, le chiffre avancé par l'ingénieur comprenait l'ensemble du secteur Rière le Village, soit la rue du Doubs, la ruelle de la Baronne et la route de Biaufond pour un total de Fr. 452'000.00 pour la question des tuyaux. S'ajoutaient à cela les frais de goudronnage. Nous avons découpé le chiffre en fonction du projet présenté ce soir qui ne comprend que la Route de Biaufond. Il s'agit donc de Fr. 270'000.00, plus Fr. 70'000.00 pour le goudronnage, sans compter les éventuels compléments qu'il faudra rajouter sur la couche de fond.

Monsieur Jean-Marc Boichat signale qu'il faut compter environ Fr. 350'000.00 à Fr. 400'000.00, car il faut également tenir compte de l'augmentation.

Monsieur Jean-Maurice Jobin souhaite faire un petit commentaire concernant les tuyaux. Comme cela l'a été dit, la route date de 1980. Ces tuyaux ne nécessitent actuellement pas de changement. Il y a des secteurs qui sont nettement en moins bon état. Il est clair que si nous partons sur une durée de vie de vingt ans des travaux de Fr. 70'000.00 proposés ce soir, dans vingt ans, ce sera certainement le moment de changer la conduite d'eau également. Monsieur Jobin soutient donc assez l'option qui consiste à attendre vingt ans avant de tout refaire, parce qu'à ce moment-là, d'autres services seront également dépassés ; il n'y aura plus assez de tubes pour l'électricité et le téléphone. Monsieur Jobin soutient donc volontiers l'option du Conseil communal.

Monsieur Daniel Hubleur demande si, par rapport au fonctionnement de la STEP, le fait d'amener cette eau de la route diminue la qualité de fonctionnement de la STEP et si cela engendre des coûts complémentaires, parce que beaucoup d'eau arrive.

Monsieur Christophe Cerf précise qu'au niveau des coûts supplémentaires, il n'y en a pas. En ce qui concerne le fonctionnement, il faut gérer cette eau qui arrive. Cela se fait par ordinateur et n'a pas d'influence sur le fonctionnement de la STEP qui a été conçue en fonction de cela.

Monsieur Yann Chappatte précise que sa proposition concerne l'acceptation d'un crédit de Fr. 375'000.00 qui inclut l'ensemble des travaux. On votera un dépassement par la suite si nécessaire.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, souhaite obtenir une petite suspension de séance, afin de discuter avec les membres du Conseil communal au sujet des chiffres avancés.

A la reprise des débats, Monsieur le Président, Gilles Cattin, souhaite quelque peu recadrer le débat et préciser que nous sommes toujours dans l'entrée en matière.

Pour l'entrée en matière, le Conseil communal maintient sa proposition. En cas de refus du crédit de Fr. 70'800.00, le Conseil communal propose de revenir lors d'une prochaine séance avec des chiffres à l'appui.

Monsieur Yann Chappatte signale que, si aucun chiffre n'est communiqué, il retire sa proposition. Simplement, il propose de refuser l'entrée en matière en invitant le Conseil communal à faire le minimum pour que le déneigement puisse être effectué.

Monsieur Gabriel Bilat signale que si l'entrée en matière est refusée, il faudra de toute façon dépenser Fr. 20'000.00 à Fr. 30'000.00 pour réparer cette route. Il s'agit quasiment de la moitié du crédit proposé. Il est donc favorable à l'acceptation de l'entrée en matière.

Au vote, l'entrée en matière est acceptée par 12 voix, contre 3.

Pour le débat de fond, Monsieur Jean-Marc Boichat signale que le Conseil communal a retenu les entreprises qui effectuent les travaux au meilleur prix, soit FMGC SA qui exécutera la préparation de la route et l'entreprise Ziegler de Liestal qui posera le microsil. La durée des travaux est de trois à quatre jours pour FMGC SA et deux jours pour Ziegler. Cela signifie que la route sera fermée durant une semaine. Le revêtement sera le même que celui qui recouvre la route allant du passage à niveau de La Cibourg à la Ville de La Chaux-de-Fonds.

Monsieur Yann Chappatte est opposé à cette dépense puisqu'il la juge déplacée. Il demande au Conseil communal qu'à l'avenir, il pense aux autres zones du village qui n'ont pas de séparatif. Il désire avoir à l'occasion une situation claire de ces zones. Monsieur Chappatte trouve dommage de faire cette dépense, parce qu'elle ne garantit pas que, dans quelques années, on doive revenir en arrière, recreuser et recommencer. Monsieur Chappatte soutient une dépense dans le cadre du crédit ordinaire du Conseil communal pour l'entretien des routes, même si celui-ci est déjà dépassé, pour réaliser l'entretien minimum pour pouvoir assurer le déneigement.

Au vote, le point 6 a) est accepté par 12 voix, contre 1.

b) Donner au Conseil communal la compétence de consolider le crédit de construction en emprunt ferme

Pour l'entrée en matière, le Conseil communal n'a aucune information à ajouter.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée.

Pour le débat de fond, le Conseil communal ne fait pas d'intervention.

Personne ne désire prendre la parole.

Au vote, le point 6 b) est accepté par 10 voix, sans avis contraire.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, signale que ce jour est synonyme de petit deuil pour le Conseil communal. C'est en effet la dernière fois que les Conseillers rencontrent Madame Sabine Cattin qui quitte le Conseil communal officiellement ce soir. Cela fait sept ans que Madame Cattin travaille au sein du Conseil communal. Elle n'a jamais rechigné pour entreprendre des dossiers et les mener à bien jusqu'au but. Même s'il est vrai que, certaines fois, elle n'a pas toujours été suivie ou écoutée par les autres membres du Conseil, ils ont la conviction que Madame Cattin a toujours travaillé dans l'intérêt et pour le bien de la communauté. Parmi tous les dossiers que Madame Cattin a traités, Monsieur le Maire est persuadé que deux d'entre eux lui tiennent particulièrement à cœur et qu'elle est fière de les avoir concrétisés. Le premier, nous en avons parlé ce soir encore, est celui de la crèche que Madame Cattin a défendu bec et ongles pour le mener à bien. Le second, avec la collaboration de la Commission de développement économique, est la vente du terrain au Groupe Franck Muller. Il est vrai que le dicastère de Madame Cattin aux affaires sociales fut un travail parfois très lourd et pénible et que personne ne remarque le temps qu'elle a passé sur les dossiers pour obtenir des résultats, car aucun commentaire n'est communiqué au grand public. Monsieur le Maire estime qu'à présent une certaine lassitude relative à tous ces problèmes communaux envahit Madame Cattin et elle préfère quitter le bateau avant qu'il ne sombre. C'est son choix et nous le respectons. Depuis la rentrée scolaire, Madame Cattin a repris un travail qui, nous l'espérons, la comblera de satisfaction. Au niveau politique, Madame Cattin a l'opportunité d'aller défendre notre cause au Parlement, alors nous comptons bien sûr sur elle pour ne jamais oublier notre Commune où elle a participé au Conseil communal dont elle connaît les problèmes qui tiennent à cœur de chacun. A elle de les communiquer aux Parlementaires pour faire avancer le « schmilblick ». Aux noms de tous les membres du Conseil communal, Monsieur le Maire, Daniel Kurz souhaite remercier Madame Sabine Cattin pour le travail qu'elle a effectué durant ces sept ans de présence à l'exécutif. La Commune peut être fière du passage de Madame Cattin et ne l'oubliera pas de si tôt. Monsieur le Maire adresse ses meilleurs vœux de succès à Madame Cattin et la remercie encore pour tout ce qu'elle a accompli.

La séance est levée à 21h10.

Au nom du Conseil général

Les Bois

Le Président: La Secrétaire :